



## **Déclaration : Le projet de loi C-2 risque de compromettre les engagements du Canada envers les survivantes de violences fondées sur le genre**

En tant qu'organisations œuvrant directement auprès des survivantes de violences fondées sur le genre — incluant les femmes réfugiées, sans statut ou à statut précaire ainsi que les personnes de genre divers — nous sommes profondément préoccupées par les effets potentiels du projet de loi C-2, intitulé Loi concernant certaines mesures liées à la sécurité de la frontière entre le Canada et les États-Unis et d'autres mesures connexes liées à la sécurité, déposé le mardi 3 juin.

Cette législation menace de miner les droits fondamentaux des demandeur·euses d'asile en portant atteinte au droit à une procédure régulière et en restreignant l'accès à la justice, avec des conséquences particulièrement sévères pour les survivantes de violence.

Le Canada s'est longtemps positionné comme un leader mondial dans la promotion de l'égalité des genres et dans la protection des droits des personnes fuyant la violence et les persécutions. Par ses engagements internationaux — tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), la Convention relative au statut des réfugiés, et le Pacte mondial pour les migrations — le Canada s'est engagé à défendre la dignité et la sécurité des populations vulnérables.

Au niveau national, le gouvernement fédéral a investi de manière significative dans la lutte contre les violences fondées sur le genre, notamment avec le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre et l'application de l'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+). Ces efforts ont joué un rôle crucial pour placer les expériences des survivantes au cœur des politiques publiques.

Or, le projet de loi C-2 est en contradiction directe avec ces engagements. Présenté comme une réponse à la criminalité organisée et aux menaces frontalières, ce projet introduit des changements radicaux dans le système canadien d'immigration et de protection des réfugié·es. Il ne fait preuve d'aucune analyse ACS+ significative et échoue à prendre en compte la réalité des survivantes de violences fondées sur le genre — nombreuses sont celles qui arrivent au Canada profondément traumatisées, fuyant des conditions de vie mettant leur vie en danger.

**Ce projet de loi constitue une attaque directe contre les droits des personnes migrantes et demandeuses d'asile, en :**

- **imposant des délais rigides,**
- **élargissant les pouvoirs discrétionnaires,**
- **permettant le partage d'informations personnelles sans consentement,**
- **et en assimilant la migration irrégulière à la criminalité.**

Ces mesures nuisent de manière disproportionnée aux plus vulnérables.

Les survivantes de violences fondées sur le genre doivent composer avec des procédures juridiques complexes tout en vivant avec les séquelles de leurs traumatismes. Certaines sont toujours sous l'emprise de partenaires violents qui limitent leur accès à l'information, aux réseaux de soutien ou aux ressources communautaires. D'autres continuent à être exploitées en raison de leur statut précaire — à travers la violence sexuelle, le mariage forcé, la coercition économique, le travail forcé, ou d'autres abus croisés.

Imposer des délais stricts aux réfugié·es les plus marginalisé·es trahit les engagements du Canada envers l'équité entre les genres et la sécurité des survivantes.

Les survivantes — en particulier celles qui sont racisées, autochtones, 2SLGBTQI+, ou en situation migratoire précaire — courent des risques accrus de violence létale ou de féminicide. Leur refuser l'accès à la protection en raison de la manière ou du moment de leur arrivée au Canada n'est pas seulement injuste — c'est dangereux.

Nous exhortons le gouvernement à adopter une autre approche, qui ne nuise pas aux survivantes de violences fondées sur le genre sous prétexte de renforcer la sécurité publique.

Des organismes comme la Barbra Schlifer Commemorative Clinic et bien d'autres à travers le pays œuvrent déjà à pleine capacité pour offrir des services juridiques, psychosociaux et de défense des droits, fondés sur les traumatismes vécus. Le projet de loi C-2 viendra alourdir la demande, tout en réduisant les voies d'accès à la protection juridique, exposant ainsi les survivantes à un plus grand risque de déportation, de détention ou de décès.


**Nous demandons au gouvernement du Canada de :**

- **Réévaluer le projet de loi C-2 à travers une analyse rigoureuse basée sur l'ACS+ ;**
- **Consulter directement les survivantes et les organismes de première ligne pour comprendre les répercussions concrètes de cette législation ;**
- **Garantir qu'aucune survivante ne soit privée de protection en raison d'obstacles procéduraux ou d'une entrée dite « irrégulière » ;**
- **Respecter les engagements internationaux et nationaux du Canada en matière d'égalité des genres et de droits humains.**

Le Canada dispose des outils, des cadres et du leadership nécessaires pour faire mieux.

Nous appelons le gouvernement à agir maintenant — en retirant le projet de loi C-2 et en mettant fin à l'Entente sur les tiers pays sûrs — avant que davantage de vies ne soient mises en péril.

Barbra Schlifer Commemorative Clinic

 [info@schliferclinic.com](mailto:info@schliferclinic.com)



## **Statement: Bill C-2 Risks Undermining Canada’s Commitments to Gender-Based Violence Survivors**

As organizations that work directly with survivors of gender-based violence—including refugee, non-status, and precariously documented women and gender-diverse people—we are deeply concerned about the implications and likely effects of **Bill C-2**, the Strong.Borders.Act; Introduced on Tuesday, June 3, this legislation threatens to erode the fundamental rights of refugee claimants by undermining due process and restricting access to justice, with especially harsh impacts on survivors of violence.

Canada has long positioned itself as a global leader in advancing gender equality and protecting the rights of those fleeing violence and persecution. Through international commitments such as the **Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW)**, the **UN Refugee Convention**, and the **Global Compact for Migration**, Canada has pledged to uphold the dignity and safety of vulnerable populations.

Domestically, the federal government has made important investments in addressing gender-based violence, including the **National Action Plan to End Gender-Based Violence** and the application of **Gender-Based Analysis Plus (GBA Plus)** across policy development. These efforts have been critical in centering the experiences of survivors in public policy.

However, **Bill C-2 stands in stark contrast to these commitments**. Introduced as a response to organized crime and border threats, the bill proposes sweeping changes to Canada’s immigration and refugee system. The legislation lacks a meaningful GBA Plus lens and fails to acknowledge the realities of survivors of gender-based violence—many of whom arrive in Canada with profound trauma, fleeing life-threatening circumstances. The bill represents a direct attack on the rights of refugee claimants and migrants by imposing rigid timelines, expanding discretionary powers, enabling the sharing of personal information without consent, and conflating irregular migration with criminality—all of which disproportionately harm the most vulnerable.

Survivors fleeing gender-based violence abroad are learning about legal processes with the added burden of living with trauma. Many are forced to do so under the control of an abusive partner who may restrict their access to information, support networks, or community resources. Others may be further exploited due to their vulnerable status — experiencing forms of harm such as **sexual violence, forced marriage,**

**economic coercion, labour exploitation**, and other intersecting abuses. Imposing strict time limits on these most marginalized refugees ignores Canada's commitments to gender equity and safety.

Survivors—particularly those who are racialized, Indigenous, 2SLGBTQI+, or living with precarious immigration status—face **heightened risks of lethality and femicide**. Denying them access to protection based on how or when they arrived in Canada is not only unjust—it is dangerous. We urge the government to find a different approach that doesn't harm survivors of gender-based violence in the interests of trying to enhance public safety.

Organizations like the **Barbra Schlifer Commemorative Clinic** and others across the country are already working at their capacity to provide trauma-informed legal, counselling, and advocacy services. Bill C-2 will increase demand while narrowing legal pathways, leaving survivors with fewer options and a greater risk of deportation, detention, or death.

We urge the Government of Canada to:

- **Reassess Bill C-2** through a robust GBA Plus framework;
- **Engage directly with frontline organizations and survivors** to understand the real-world impacts of this legislation;
- **Ensure that no survivor is denied protection** due to procedural barriers or irregular entry;
- **Uphold Canada's international and domestic commitments** to gender equality and human rights.

Canada has the tools, the frameworks, and the leadership to do better. We call on the government to act now—by withdrawing Bill C-2 and ending the Safe Third Country Agreement—before putting more lives at further risk.

Barbra Schlifer Commemorative Clinic

[info@schliferclinic.com](mailto:info@schliferclinic.com).

**Endorsed by the following organizations:**

- AccessBC Campaign
- Action Canada for Sexual Health and Rights
- Action ontarienne contre la violence faite aux femmes
- Aura Freedom International
- BWSS Battered Women's Support Services
- Canadian Alliance for Sex Work Law Reform



- Canadian Center for Women Empowerment
- Canadian Council for Refugees
- Canadian Council of Muslim Women (CCMW)
- Canadian Women's Foundation
- Community Resource Centre (Killaloe) Inc.
- Counselling and Family Service Ottawa / Service familial et counseling Ottawa
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- FCJ Refugee Centre
- Guelph-Wellington Women in Crisis
- Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa Faculty of Law
- Inasmuch House, Mission Services of Hamilton
- Lanark County Interval House and Community Support
- Luke's Place
- Migrant Workers Alliance
- National Association of Women and the Law / Association nationale Femmes et Droit
- North York Women's Centre
- Northwestern Ontario Women's Centre
- Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
- Ottawa Coalition To End Violence Against Women - OCTEVAW
- Ottawa Rape Crisis Centre
- SAVIS (Sexual Assault and Violence Intervention Services of Halton)
- Sarnia Lambton Coordinating Committee on Violence Against Women
- Sexual Assault Centre Kingston
- South Asian Legal Clinic of Ontario
- South Asian Womens' and Immigrant's Services
- Stella, l'amie de Maimie
- West Coast LEAF



- White Ribbon
- WomanACT
- Women's National Housing and Homelessness Network
- Women's Shelters Canada
- Women's Habitat of Etobicoke
- YWCA Canada
- YWCA Sudbury
- YWCA Toronto

